

De metingen worden op de linker slachthelft uitgevoerd.

De identificatiecode van het karkas, het gewicht van het karkas en het geraamde aandeel mager vlees worden door het informaticasysteem van het slachthuis volledig en ongecorrigeerd doorgegeven aan de PIC 2000.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juli 2017 betreffende de indeling van runder- en varkenskarkassen.

Namen, 6 juli 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme
en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

—
Bijlage 5

Testen van methoden voor de Indeling volgens de beveleedheid

Artikel 1. De methode voor de indeling van karkassen volgens de conformatie moet getoetst worden op een monster met grote spreiding in conformatie bestaande uit ten minste 500 geslachte dieren waarvan het aandeel mager vlees is vastgesteld met een erkende methode voor de indeling volgens het geraamde aandeel mager vlees, en de conformatie met de erkende referentiemethode voor de indeling volgens de conformatie.

Het testen van de methoden bestaat uit het controleren van de juistheid van een aantal karkasmaten, en het opstellen van een regressievergelijking met het typegetal berekend volgens een erkende methode als referentie.

De door de methode te meten karkasmaten zijn :

a) de hoek van de ham uitgedrukt in graden, gemeten in afwijking van de horizontale lijn aan de binnenzijde van de ham.

b) de maximale breedte van de ham, uitgedrukt in mm.

Deze maten dienen genomen te worden op de linker karkashelft.

Art. 2. Het opstellen van een regressievergelijking gebeurt op basis van de meetresultaten van het erkende indelingsapparaat, de erkende referentiemethode voor de bepaling van de conformatie en de nog te erkennen methode voor de bepaling van de conformatie.

De juiste werking van de diverse onderdelen van de methode zal nagegaan worden door het meten van sjablonen die verschillende types varkenskarkassen nabootsen.

Art. 3. De proefopstelling.

De methode wordt getest op een volledig gemonteerde meetinstallatie. Alle kosten ter voorbereiding van de uit te voeren metingen zijn ten laste van de geïnteresseerde die een methode wil laten testen.

Op een plan dat de installatie voorstelt, worden volgende punten vermeld voor wat de beeldanalysesystemen betreft :

a) horizontale en verticale afstand van de camera tot het hakenspoor;

b) plaats van de achtergrond en de belichtinginstallatie;

c) plaats van de geleidingsstaaf ten opzichte van het hakenspoor;

d) de positionering van het karkas ten opzichte van de camera (dorsaal of ventraal).

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juli 2017 betreffende de indeling van runder- en varkenskarkassen.

Namen, 6 juli 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme
en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

—
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204676]

13 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les délégations de pouvoirs accordées au sein du Centre wallon de Recherches agronomiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D. 370, alinéa 3, remplacé par le décret du 3 décembre 2015 et l'article 426, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2004, portant certaines dispositions d'exécution du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juin 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 avril 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mai 2017;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 mai 2017;

Vu le rapport du 31 mai 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 61.624/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 juin 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

2^o le Centre : le Centre wallon de Recherches agronomiques, tel qu'institué par l'article D.366 du Code.

Art. 2. Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux membres du personnel statutaire du Centre.

Les délégations octroyées au titulaire d'une fonction le sont également au fonctionnaire chargé de cette fonction.

Art. 3. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur général adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général adjoint, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 1^{er}, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général scientifique du Département concerné ou, pour les services centraux, au directeur de la Direction concernée.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'inspecteur général scientifique du Département concerné ou du directeur de la Direction concernée au sein des Services centraux, les délégations sont exercées par leur supérieur hiérarchique.

En cas d'absence simultanée ou d'empêchement simultané du directeur général, du directeur général adjoint et de l'inspecteur général scientifique du Département concerné ou du directeur de la Direction concernée au sein des Services centraux, les membres du Comité de direction présents exercent les délégations.

Les supérieurs hiérarchiques d'un fonctionnaire délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci. Les décisions des supérieurs hiérarchiques ne peuvent toutefois pas se substituer à des décisions déjà prises et notifiées par le fonctionnaire délégué.

Art. 4. Les montants couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement, à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location.

Art. 5. Le directeur général et le directeur général adjoint, dans les matières relevant de leur autorité respective, ont délégation pour prendre toute mesure urgente et impérative pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Chaque délégué informe dans les dix jours ouvrables à compter du jour où il est en mesure de le faire le Ministre des décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 6. Le directeur général et le directeur général adjoint, dans les matières relevant de leur autorité respective, ont délégation pour :

1^o exercer toute poursuite, faire citer ou comparaître devant les cours et tribunaux;

2^o faire procéder à toute saisie;

3^o confier toute affaire litigieuse à un avocat;

4^o prendre toute mesure conservatoire en vue de sauvegarder les droits du Centre, en ce compris pour signer et pour déposer au greffe du tribunal de commerce les déclarations relatives à toute créance à charge d'entreprises déclarées en faillite ou mises en réorganisation;

5^o approuver les dépenses relatives aux paiements des intérêts de retard;

6^o désigner, dans le cadre des affaires examinées par la Chambre de recours, le fonctionnaire chargé de défendre la proposition contestée.

Chaque délégué informe sans retard le Ministre des décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — Les délégations en matière de personnel

Art. 7. Délégation est accordée au directeur général pour:

1^o procéder à la nomination à titre définitif des stagiaires;

2^o recevoir la prestation de serment des agents;

3^o signer les contrats d'occupation d'étudiants;

4^o signer les conventions de stage non rémunérées;

5^o affecter le personnel au sein du Centre;

6^o fixer la résidence administrative des agents du Centre;

7^o octroyer au personnel relevant de son autorité des dispenses de service justifiées par des circonstances de force majeure;

8^o prononcer la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité, ainsi que la mise en disponibilité pour convenance personnelle;

9° prendre, en application de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, les décisions en matière de licenciement, pour motif grave, du personnel non statutaire;

10° prendre les décisions relatives à la matière des accidents de travail et des maladies professionnelles;

11° prendre les décisions relatives à la matière des congés politiques;

12° prendre les décisions relatives à l'octroi des congés parentaux et des congés pour suivre les cours de l'école de protection civile, remplir les prestations en temps de paix, accueillir un enfant en vue de son adoption ou d'une tutelle officielle;

13° prendre les décisions relatives à l'interruption de carrière professionnelle;

14° prendre les décisions relatives à la matière des congés pour des motifs impérieux d'ordre familial, pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, pour accomplir des prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, mise à la disposition du Roi, mission, mission syndicale, absence de longue durée justifiée par des raisons familiales, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle, pour suivre des cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre d'un congé de promotion sociale;

15° prendre les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'inaptitude physique prises par le Service de Santé administratif.

Les décisions visées à l'alinéa 1^{er}, 9°, font l'objet d'une information dans les dix jours ouvrables au Ministre.

Art. 8. Délégation est accordée pour prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances, et des missions autres que les missions à l'étranger :

1° au directeur général à l'égard du directeur général adjoint et des inspecteurs généraux scientifiques relevant de son autorité;

2° au directeur général adjoint à l'égard des directeurs relevant directement de son autorité et, en l'absence de directeur, à l'égard du personnel affecté au sein des Directions concernées;

3° à chaque inspecteur général scientifique à l'égard des directeurs relevant directement de son autorité et, en l'absence de directeurs, à l'égard du personnel affecté au sein de son Département;

4° à chaque directeur à l'égard du personnel affecté au sein de sa Direction.

Le directeur général et le directeur général adjoint informent le Ministre de leurs congés annuels de vacances et de leurs congés exceptionnels et de circonstances.

Art. 9. A l'exception des décisions relevant du Ministre ou du Gouvernement, délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions relatives à la fixation et au paiement de la rémunération des membres du personnel, en ce compris l'avancement de traitement et l'allocation pour exercice de fonctions supérieures, ainsi que le paiement de prestations à titre exceptionnel.

Art. 10. A l'exception des décisions relevant du Ministre ou du Gouvernement et, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, délégation est accordée au directeur général pour signer les contrats de travail du personnel non statutaire, imputables au budget du Centre ou aux conventions et contrats obtenus par le Centre.

Art. 11. La délégation est accordée au directeur général pour prendre, en application de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et de la loi du 26 décembre 2013, concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement, les décisions en matière de licenciement du personnel non statutaire, à condition que le délai de préavis légal soit respecté et qu'aucune indemnité ne soit versée.

CHAPITRE III. — Les délégations en matière de dépenses

Art. 12. Le directeur général et le directeur général adjoint sont autorisés, dans les matières relevant de leur autorité respective, à procéder aux engagements provisionnels lorsque le montant des dépenses n'est pas connu avec exactitude et qu'il est estimé à l'appui de pièces justificatives accompagnées, le cas échéant, de l'avis de l'Inspection des Finances.

Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour ordonnancer toute dépense faisant l'objet d'un engagement provisionnel autorisé en application de l'alinéa 1^{er} :

1° directeur général : 50.000 euros;

2° directeur général adjoint : 25.000 euros.

Art. 13. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour arrêter le cahier spécial des charges, choisir le mode de passation de marché, engager la procédure, sélectionner les candidats et attribuer le marché, ainsi que pour engager, approuver et liquider, dans le cadre des activités du Centre ou des Directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable au budget du Centre, à l'exception des dépenses relatives aux missions à l'étranger et des subventions :

	Euros
Travaux	
directeur général	200.000
directeur général adjoint	100.000
Fournitures	
directeur général	125.000
directeur général adjoint	50.000
Services	
directeur général	75.000
directeur général adjoint	25.000

Art. 14. En ce qui concerne les missions s'inscrivant dans la politique des relations internationales ainsi que les missions à caractère technique, une délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver, liquider et payer :

- 1° les dépenses jusqu'à 5.000 euros relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel du Centre;
2° sur avis de la Direction générale de Wallonie-Bruxelles-International et après visa du Ministre et accord du Ministre qui a les relations internationales dans ses attributions, les dépenses supérieures à 5.000 euros relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel du Centre.

CHAPITRE IV. — *Les autres délégations*

Art. 15. Délégation est accordée au directeur général pour signer, jusqu'à concurrence de 50.000 euros, tout projet de recherche à des fins de services ou travaux scientifiques financés par dotation, par le Fonds Moerman, ou par des tiers et faisant partie du plan triennal de recherche visé à l'article D. 363 du Code.

Le délégué informe sans retard le Ministre des décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 16. Le directeur général ou le directeur général adjoint peuvent approuver, au profit du Centre, tous les droits constatés à charge des tiers et ce, dans les matières relevant des compétences du Centre, à concurrence d'un montant maximal de 50.000 euros, que ce montant soit réparti sur plusieurs années ou annuellement.

Les dotations ou les subventions perçues de la Région wallonne ainsi que les autres recettes sont automatiquement approuvées à la date de leur perception par le Centre.

Le délégué informe sans retard le Ministre des décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 17. Délégation est accordée au directeur général pour désaffecter des biens mobiliers et immobiliers sans emploi jusqu'à concurrence de 50.000 euros.

Le directeur général informe sans retard le Ministre des décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2004, portant certaines dispositions d'exécution du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du Gouvernement wallon du 5 juin 2008, est abrogé.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017 portant exécution des Chapitres I et II du Titre XII du Code wallon de l'Agriculture relatifs aux subsides à la recherche agronomique, à l'innovation et la recherche scientifique et technique à finalité agricole.

Art. 20. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204676]

13. JULI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Vollmachterteilungen innerhalb des wallonischen Zentrums für agronomische Forschung ("Centre wallon de Recherches agronomiques")

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D. 370 Absatz 3, ersetzt durch das Dekret vom 3. Dezember 2015, und Artikel 426 § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Januar 2004 über gewisse Durchführungsbestimmungen des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de recherches agronomiques" (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juni 2008;

Aufgrund der am 20. April 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 31. Mai 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 17. Mai 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des Berichts vom 31. Mai 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 28. Juni 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 61.624/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

2° Zentrum: das durch Artikel D.366 des Gesetzbuches eingerichtete wallonische Zentrum für agronomische Forschung ("Centre wallon de recherches agronomiques").

Art. 2 - Die Vollmachten werden den Mitgliedern des statutarischen Personals des Zentrums erteilt.

Vollmachten, die dem Inhaber eines Amtes erteilt werden, werden ebenfalls dem mit diesem Amt beauftragten Beamten erteilt.

Art. 3 - Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generaldirektors werden die von ihm ausgeübten Vollmachten in Ermangelung anders lautender Verordnungsbestimmungen oder vom Amtsinhaber getroffener Sondervorkehrungen während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung dem beigeordneten Generaldirektor erteilt.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des beigeordneten Generaldirektors werden die von ihm ausgeübten Vollmachten und die in Absatz 1 genannten Vollmachten in Ermangelung anders lautender Verordnungsbestimmungen oder vom Amtsinhaber getroffener Sondervorkehrungen während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung dem wissenschaftlichen Generalinspektor der betreffenden Abteilung oder, für die Zentraldienste, dem Direktor der betreffenden Direktion erteilt.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des wissenschaftlichen Generalinspektors der betreffenden Abteilung bzw. des Direktors der betreffenden Direktion innerhalb der Zentraldienste werden die Vollmachten von ihrem jeweiligen Vorgesetzten ausgeübt.

Bei gleichzeitiger Abwesenheit oder Verhinderung des Generaldirektors, des beigeordneten Generaldirektors und des wissenschaftlichen Generalinspektors der betreffenden Abteilung bzw. des Direktors der betreffenden Direktion innerhalb der Zentraldienste werden die Vollmachten von den anwesenden Mitgliedern des Direktionsausschusses ausgeübt.

Die Vorgesetzten eines bevollmächtigten Beamten können aus welchem Grund auch immer die diesem Beamten erteilten Vollmachten ausüben. Die Beschlüsse der Vorgesetzten dürfen jedoch jene Beschlüsse ersetzen, die bereits vom bevollmächtigten Beamten gefasst und mitgeteilt worden sind.

Art. 4 - Die Beträge decken alle Ausgaben und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

Handelt es sich um den Abschluss eines Abonnements, das Abonnieren einer Zeitschrift oder einer Datenbank oder um eine Miete, deckt die Ausgabe die Jahreskosten des Abonnements bzw. der Miete.

Art. 5 - Dem Generaldirektor und dem beigeordneten Generaldirektor wird in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt, alle dringenden und erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um die Sicherheit der Güter und Personen zu gewährleisten.

Jeder Bevollmächtigte informiert den Minister binnen zehn Werktagen ab dem Tag, an dem er hierzu in der Lage ist, über die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse.

Art. 6 - Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor werden in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, bevollmächtigt:

1° jegliche gerichtliche Verfolgung, jegliche Vorladung oder jegliches Erscheinen vor Gericht zu veranlassen;

2° jegliche Beschlagnahme zu veranlassen;

3° einen Anwalt mit jeglicher Streitsache zu beauftragen;

4° jegliche Sicherungsmaßnahme zur Wahrung der Rechte des Zentrums zu treffen, einschließlich im Hinblick auf die Unterzeichnung und Hinterlegung bei der Kanzlei des Handelsgerichts von Schuldforderungen zu Lasten von Betrieben, für die ein Konkurs- bzw. ein Vergleichsverfahren eingeleitet worden ist;

5° die mit der Zahlung von Verzugszinsen verbundenen Ausgaben freizugeben;

6° im Rahmen der durch die Widerspruchskammer überprüften Angelegenheiten den mit der Verteidigung des angefochtenen Vorschlags beauftragten Beamten zu benennen.

Jeder Bevollmächtigte informiert unverzüglich den Minister über die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse.

KAPITEL II — *Vollmachten in Bezug auf das Personal*

Art. 7 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt:

1° die endgültige Ernennung der Bediensteten auf Probe vorzunehmen;

2° die Eidesleistungen der Bediensteten abzunehmen;

3° die Beschäftigungsverträge für Studenten zu unterzeichnen;

4° die Vereinbarungen über unbezahlte Praktika zu unterzeichnen;

5° das Personal innerhalb des Zentrums einzuteilen;

6° den Amtssitz der Bediensteten des Zentrums festzulegen;

7° dem ihm unterstehenden Personal Dienstbefreiungen aufgrund von Umständen höherer Gewalt zu gewähren;

8° eine Zurdispositionsstellung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, die keine endgültige Dienstunfähigkeit zur Folge hat, jedoch Abwesenheiten mit sich bringt, deren Dauer die Dauer des Urlaubs wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit überschreitet, sowie die Zurdispositionsstellung aus persönlichen Gründen zu verkünden;

9° in Anwendung von Artikel 35 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge die Beschlüsse in Sachen Kündigung aus schwerwiegenden Gründen des nicht-statutarischen Personals zu fassen;

10° die Beschlüsse in Sachen Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten zu fassen;

11° die Beschlüsse in Sachen politische Urlaube zu fassen;

12° die Beschlüsse in Sachen Gewährung von Elternurlaub, von Urlaub für die Teilnahme an Kursen beim Zivildienst, von Urlaub zur Erfüllung der Leistungen in Friedenszeiten, von Urlaub zur Aufnahme eines Kindes in Zusammenhang mit seiner Adoption oder einer inoffiziellen Vormundschaft zu fassen;

13° die Beschlüsse in Sachen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn zu fassen;

14° Beschlüsse zu fassen über den Urlaub aus zwingenden Gründen familiärer Art, für das Absolvieren einer Probezeit in einer öffentlichen Dienststelle oder die Vorstellung einer Kandidatur bei den Parlaments- oder Provinzialwahlen, für Leistungen zugunsten einer von den nationalen, gemeinschaftlichen oder regionalen gesetzgebenden Versammlungen anerkannten politischen Fraktion oder bei den Vorsitzenden dieser Fraktionen, für verkürzte Dienstleistungen wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, um zur Verfügung des Königs gestellt zu werden, wegen Auftrag bzw. Auftrag innerhalb einer Gewerkschaft, für eine lange Abwesenheit aus familiären Gründen, reduzierte Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen oder aus persönlichen Gründen, um an einem Unterricht zwecks der Vervollkommnung der geistigen, moralischen oder sozialen Bildung im Rahmen eines Urlaubs für sozialen Aufstieg teilzunehmen;

15° die Beschlüsse in Sachen Urlaub wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit zu fassen, mit Ausnahme der Maßnahmen, die als Folge der vom Gesundheitsdienst der Verwaltung gefassten Beschlüsse in Bezug auf eine körperliche Unfähigkeit zu treffen sind.

Die Beschlüsse nach Absatz 1 Ziffer 9 werden dem Minister binnen zehn Werktagen mitgeteilt.

Art. 8 - Folgenden Personen wird die Vollmacht zur Beschlussfassung in Sachen jährlicher Urlaub zu Ferienzwecken, außergewöhnliche Urlaubstage, Urlaub aus besonderen Anlässen, und Dienstreisen, mit Ausnahme der Dienstreisen ins Ausland, erteilt:

1° dem Generaldirektor gegenüber dem beigeordneten Generaldirektor und den ihm unterstehenden wissenschaftlichen Generalinspektoren;

2° dem beigeordneten Generaldirektor gegenüber den ihm unmittelbar unterstehenden Direktoren und - falls Direktoren fehlen - gegenüber dem Personal der betreffenden Direktionen;

3° jedem wissenschaftlichen Generalinspektor gegenüber den ihm unmittelbar unterstehenden Direktoren und - falls Direktoren fehlen - gegenüber dem Personal seiner eigenen Abteilung;

4° jedem Direktor gegenüber dem Personal seiner eigenen Direktion.

Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor informieren den Minister über ihren eigenen Jahresurlaub und ihre eigenen außerordentlichen und umstandsbedingten Urlaubstage.

Art. 9 - Mit Ausnahme der dem Minister oder der Regierung obliegenden Beschlüsse wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Beschlüsse über die Festlegung und die Zahlung der Entlohnung der Personalmitglieder, einschließlich des Gehaltsvorschubs und der Zulage für die Ausübung von höheren Funktionen sowie der Zahlung von außerordentlichen Dienstleistungen zu fassen.

Art. 10 - Mit Ausnahme der dem Minister oder der Regierung obliegenden Beschlüsse und in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Arbeitsverträge des nicht-statutarischen Personals zu Lasten des Haushalts des Zentrums oder der vom Zentrum eingeworbenen Vereinbarungen und Verträge zu unterzeichnen.

Art. 11 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, in Anwendung des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge und des Gesetzes vom 26. Dezember 2013 über die Einführung eines Einheitsstatuts für Arbeiter und Angestellte, was Kündigungsfristen und Karenztag betrifft, und von Begleitmaßnahmen die Beschlüsse in Sachen Entlassung des nicht-statutarischen Personals zu fassen, vorausgesetzt, die gesetzlich vorgeschriebene Kündigungsfrist wird eingehalten und es wird keine Entschädigung gezahlt.

KAPITEL III — Vollmachten im Bereich der Ausgaben

Art. 12 - Dem Generaldirektor und dem beigeordneten Generaldirektor wird erlaubt, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, vorläufige Verpflichtungen einzugehen, falls der Betrag der Ausgaben nicht mit Gewissheit bestimmt werden kann und er unter Nachweis von Belegen, denen gegebenenfalls die Stellungnahme der Finanzinspektion beigelegt wird, geschätzt wird.

Dem Inhaber nachstehender Funktionen wird bis zur Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe, die Gegenstand einer in Anwendung von Absatz 1 erlaubten vorläufigen Verpflichtung ist, anzuweisen:

1° Generaldirektor: 50.000 Euro;

2° Beigeordneter Generaldirektor: 25.000 Euro.

Art. 13 - Den Inhabern der folgenden Funktionen wird bis zur Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten des Zentrums oder der ihnen jeweils unterstehenden Direktionen das Sonderlastheft festzulegen, das Vergabeverfahren zu wählen, das Verfahren einzuleiten, die Bewerber auszuwählen und den Auftrag zu erteilen, sowie jegliche Ausgabe zu Lasten des Haushalts des Zentrums, außer den mit Dienstreisen in das Ausland verbundenen Ausgaben und den Subventionen, zu verpflichten, zu genehmigen und festzusetzen:

	Euro
Bau- und Arbeitsleistungen	
Generaldirektor	200.000
Beigeordneter Generaldirektor	100.000
Lieferungen	
Generaldirektor	125.000
Beigeordneter Generaldirektor	50.000
Dienstleistungen	
Generaldirektor	75.000
Beigeordneter Generaldirektor	25.000

Art. 14 - Was Dienstreisen im Rahmen der Politik der internationalen Beziehungen sowie Dienstreisen zu fachlichen Zwecken betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, folgende Ausgaben zu beschließen, freizugeben, festzusetzen und auszuführen:

1° Ausgaben bis zur Höhe von 5.000 Euro in Bezug auf Auslandsreisen der Personalmitglieder des Zentrums;

2° Nach Stellungnahme der Generaldirektion von Wallonie-Bruxelles-International, Visum des Ministers und Einverständnis des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören, Ausgaben von mehr als 5.000 Euro in Bezug auf Auslandsreisen der Personalmitglieder des Zentrums.

KAPITEL IV — *Sonstige Vollmachten*

Art. 15 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, bis zur Höhe von 50.000 Euro jedes Forschungsprojekt im Rahmen wissenschaftlicher Dienstleistungen oder Arbeiten, die durch Dotation, den Moerman-Fonds oder von Dritten finanziert werden und Teil des in Artikel D. 363 des Gesetzbuches erwähnten Dreijahresplans für Forschung sind, zu unterzeichnen.

Der Bevollmächtigte informiert unverzüglich den Minister über die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse.

Art. 16 - Der Generaldirektor bzw. der beigeordnete Generaldirektor können zugunsten des Zentrums alle zu Lasten von Dritten festgestellten Forderungen freigeben in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, und dies in Höhe eines Betrags von maximal 50.000 Euro, der über mehrere Jahre oder über einen einjährigen Zeitraum verteilt werden kann.

Die Dotationen oder Subventionen der Wallonischen Region sowie die sonstigen Einnahmen werden am Datum, an dem das Zentrum sie bezieht, automatisch genehmigt.

Der Bevollmächtigte informiert unverzüglich den Minister über die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse.

Art. 17 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, nicht genutzte bewegliche und unbewegliche Güter bis zur Höhe von 50.000 Euro ihrem Verwendungszweck zu entziehen.

Der Generaldirektor informiert unverzüglich den Minister über die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 18 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Januar 2004 über gewisse Durchführungsbestimmungen des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de recherches agronomiques" (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juni 2008, wird aufgehoben.

Art. 19 - Der vorliegende Erlass tritt am selben Tag in Kraft wie der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017 zur Ausführung von Titel XII Kapitel I und II des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf Zuschüsse für Agrarforschung, Innovation und wissenschaftliche und technische Forschung zu landwirtschaftlichen Zwecken.

Art. 20 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juli 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204676]

13 JULI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de overdrachten van bevoegdheden in het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor landbouwkundig onderzoek)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op artikel D.370, derde lid, vervangen door het decreet van 3 december 2015, en op artikel 426, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 2004 houdende sommige uitvoeringsbepalingen van het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juni 2008;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 april 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 31 mei 2017;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 mei 2017;

Gelet op het rapport van 31 mei 2017, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 61.624/4 van de Raad van State, gegeven op 28 juni 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het Wetboek : het Waalse Landbouwwetboek;

2° het centrum: het Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek opgericht bij artikel D.366 van het Wetboek.

Art. 2. De overdrachten van bevoegdheden worden toegekend aan de statutaire personeelsleden van het centrum.

De overdrachten toegekend aan de titularis van een ambt worden eveneens toegekend aan de ambtenaar belast met dat ambt.

Art. 3. Bij afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal worden de overdrachten waarmee hij is belast, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de adjunct-directeur-generaal.

Bij afwezigheid of verhindering van de adjunct-directeur-generaal worden de overdrachten waarmee hij is belast alsook de in het eerste lid bedoelde overdrachten, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de wetenschappelijk inspecteur-generaal van het betrokken Departement of, voor de centrale diensten, aan de directeur van de betrokken Directie.

Bij afwezigheid of verhindering van de wetenschappelijk inspecteur-generaal van het betrokken Departement of van de directeur van de betrokken Directie in de centrale diensten worden de overdrachten uitgeoefend door de hiërarchische meerdere.

Bij gelijktijdige afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal, van de adjunct-directeur-generaal en de wetenschappelijk inspecteur-generaal van het betrokken Departement of van de directeur van de betrokken Directie in de centrale diensten oefenen de aanwezige leden van het Directiecomité de overdrachten uit.

De hiërarchische meerderen van een gemachtigd ambtenaar mogen, om welke reden ook, de overdrachten die hem zijn toegekend, uitoefenen. De beslissingen van de hiërarchische meerderen mogen evenwel niet in de plaats gesteld worden van de reeds genomen beslissingen, medegedeeld door de gemachtigd ambtenaar.

Art. 4. De bedragen dekken het geheel van de uitgave en luiden exclusief BTW.

Wordt er een abonnement genomen op een tijdschrift, een periodiek of een databank of wordt er een voorwerp gehuurd, dekken de uitgaven de jaarlijkse kosten van het abonnement of van de huur.

Art. 5. Er wordt aan de directeur-generaal en aan de adjunct-directeur-generaal, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke bevoegdheid vallen, een delegatie toegekend om elke dringende en dwingende maatregel te treffen met het oog op de veiligheid van de goederen en de personen.

Elke gemachtigde licht de Minister binnen de tien werkdagen te rekenen van de dag waarop hij in staat is om dit te doen, in over de krachtens lid 1 genomen beslissingen.

Art. 6. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal hebben, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag, overdracht om:

1° alle vervolgingen uit te oefenen, voor de rechtbank te dagen of te doen verschijnen;

2° elk beslag te laten leggen;

3° elke kwetsieuze zaak toe te vertrouwen aan een advocaat;

4° elke bewarende maatregel te nemen om de rechten van het centrum te vrijwaren, daarin inbegrepen om aangiften van iedere schuldvordering ten laste van failliet verklaarde ondernemingen of van bedrijven die een reorganisatie ondergaan, te ondertekenen en bij de griffie van de bevoegde rechtbank van koophandel neer te leggen;

5° om de uitgaven betreffende de betaling van nalatigheidsinteressen goed te keuren;

6° om in het kader van de zaken die door de Kamer van Beroep worden behandeld, de ambtenaar aan te wijzen, belast met het verdedigen van het betwiste voorstel.

Elke gemachtigde licht de Minister onverwijld in over de beslissingen genomen krachtens lid 1.

HOOFDSTUK II. — *Bevoegdheidsoverdrachten inzake het personeel*

Art. 7. De directeur-generaal krijgt delegatie om:

1° de vaste benoeming van de stagiairs te verrichten;

2° de personeelsleden de eed te laten afleggen;

3° de tewerkstellingscontracten voor studenten te ondertekenen;

4° de onbezoldigde stageovereenkomsten te ondertekenen;

5° het personeel in het centrum toe te wijzen;

6° de administratieve standplaats van de personeelsleden van het centrum vast te stellen;

7° het personeel dat onder diens gezag valt, dienstvrijstellingen te verlenen wegens overmacht;

8° de in disponibiliteitstelling wegens ziekte of gebrekkigheid uit te spreken die niet een definitieve dienstongeschiktheid tot gevolg heeft, maar afwezigheden die langer zijn dan het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, alsook de in disponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheid;

9° overeenkomstig artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst, beslissingen te nemen i.v.m. het ontslag om gewichtige redenen;

10° de beslissingen te nemen inzake arbeidsongevallen- en arbeidsziektenaangelegenheden;

11° de beslissingen te nemen inzake de politieke verloven;

12° de toekenning van verlof om ouderschapsverlof toe te kennen, cursussen bij te wonen aan de school van de burgerlijke bescherming, om dienstplicht te vervullen in vreedstijd, een kind op te vangen met het oog op de adoptie of een officieuze voogdij;

13° de beslissingen te nemen inzake de beroepsloopbaanonderbreking;

14° de beslissingen te nemen inzake het verlof wegens dwingende redenen van familiaal belang, in het kader van een stage of proeftijd bij een openbare dienst of het stellen van een kandidatuur voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen, van prestaties ten gunste van de door de nationale, gemeenschappelijke of gewestelijke wetgevende Kamers erkende politieke groeperingen of ten gunste van de voorzitters van deze groeperingen, alsook beslissingen i.v.m. het verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid, terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht en vakbondopdracht, langdurige afwezigheid gewettigd door familiale redenen, verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheid, om cursussen te volgen met het oog op de voltooiing van de intellectuele, morele of maatschappelijke vorming in het kader van een sociaal bevoerbingsverlof;

15° om de beslissingen te nemen i.v.m. het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, behalve de gevolgen te geven aan de beslissingen die door de Administratieve gezondheidsdienst worden genomen m.b.t. lichamelijke ongeschiktheid.

Over de beslissingen genomen in de zin van lid 1, 9°, wordt de Minister binnen de tien werkdagen ingelicht.

Art. 8. Gemachtigd om de beslissingen te treffen met betrekking tot het jaarlijkse vakantieverlof, het uitzonderlijk verlof en het omstandigheidsverlof en opdrachten anders dan buitenlandse opdrachten zijn :

1° de directeur-generaal ten overstaan van de adjunct-directeur-generaal en de inspecteurs-generaal die onder zijn gezag vallen;

2° de adjunct-directeur-generaal ten overstaan van de directeurs die rechtstreeks onder zijn gezag vallen en, bij afwezigheid van de directeur, ten overstaan van het personeel dat aan de betrokken directies is toegewezen;

3° de wetenschappelijk inspecteur-generaal ten overstaan van de directeurs die rechtstreeks onder zijn gezag vallen en, bij afwezigheid van de directeurs, ten overstaan van het personeel dat aan zijn Departement is toegewezen;

4° elke directeur ten overstaan van het personeel dat aan zijn Directie is toegewezen.

De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal brengen de Minister op de hoogte van hun jaarlijks vakantieverlof en van hun uitzonderlijk verlof en omstandigheidsverlof.

Art. 9. Uitgezonderd de beslissingen die onder de Minister of de Regering vallen, krijgt de directeur-generaal een delegatie om de beslissingen uit te voeren betreffende de vaststelling en de betaling van de wedde van de personeelsleden, met inbegrip van de weddevoorschotten en de toelage voor het waarnemen van hogere functies alsook de betaling van prestaties bij wijze van uitzondering.

Art. 10. Uitgezonderd de beslissingen die onder de Minister of de Regering vallen en overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de leden van het contractueel personeel, krijgt de directeur-generaal een delegatie om de arbeidsovereenkomsten van het niet-statutair personeel, toerekenbaar op de begroting van het centrum of op de overeenkomsten en contracten, verkregen door het centrum, te ondertekenen.

Art. 11. De directeur-generaal krijgt een delegatie om, overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en de wet van 26 december 2013 betreffende de invoering van een eenheidsstatuut tussen arbeiders en bedienden inzake de opzeggingstermijnen en de carenzdag en begeleidende maatregelen, beslissingen te nemen inzake ontslag van het niet-statutair personeel, op voorwaarde dat de wettelijke opzegtermijn in acht wordt genomen en er geen enkele vergoeding wordt gestort.

HOOFDSTUK III. — *Bevoegdheidsoverdrachten inzake de uitgaven*

Art. 12. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal zijn er in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen toe gemachtigd, de provisionele vastleggingen te verrichten wanneer het bedrag van de uitgaven niet exact gekend is en het met staving van verantwoordingsstukken, in voorkomend geval begeleid door het advies van de Inspectie van Financiën, geraamd wordt.

Ten belope van het bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat is de titularis van volgende ambten gemachtigd om elke uitgave te ordonnanceren die het voorwerp uitmaakt van een provisionele vastlegging toegelaten overeenkomstig het eerste lid :

1° directeur-generaal : 50.000 euro;

2° adjunct-directeur-generaal : 25.000 euro.

Art. 13. De titularissen van onderstaande ambten worden gemachtigd om, ten belope van de bedragen die naast hun graad afgedrukt staan, het bijzonder bestek vast te stellen, om de wijze van gunning van de overheidsopdracht te kiezen, om de procedure in te zetten, om de kandidaten te selecteren en om de opdracht te gunnen, evenals om in het kader van de activiteiten van het centrum of van de directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, elke uitgave die toerekenbaar is op de begroting van het centrum vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, uitgezonderd de uitgaven met betrekking tot dienstreizen in het buitenland en de subsidies :

	euro
Werken	
Directeur-generaal	200.000
Adjunct-directeur-generaal	100.000
Leveringen	
Directeur-generaal	125.000
Adjunct-directeur-generaal	50.000
Diensten	
Directeur-generaal	75.000
Adjunct-directeur-generaal	25.000

Art. 14. Wat betreft de dienstreizen die in het beleid der internationale betrekkingen plaatsvinden, evenals de dienstreizen met een technisch karakter, is de directeur-generaal ertoe gemachtigd om vast te stellen, goed te keuren, te vereffenen en te betalen:

1° de uitgaven tot 5000 euro betreffende de verplaatsingen naar het buitenland van de personeelsleden van het centrum;

2° na advies van het Directoraat-generaal Wallonie-Bruxelles-International en na het visum van de Minister en instemming van de Minister bevoegd voor de internationale betrekkingen, de uitgaven hoger dan 5000 euro betreffende de verplaatsingen naar het buitenland van de personeelsleden van het centrum.

HOOFDSTUK IV. — *De andere delegaties*

Art. 15. De directeur-generaal is ertoe gemachtigd om ten belope van 50.000 euro elk onderzoeksproject voor dienstdoeleinden of wetenschappelijke werken, gefinancierd door dotaties, door het Fonds Moerman of door derden, en die deel uitmaken van het driejaarlijks onderzoeksplan bedoeld in artikel D.363 van het Wetboek, te ondertekenen.

De gemachtigde licht de Minister onverwijld in over de beslissingen genomen krachtens lid 1.

Art. 16. De directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal kunnen ten bate van het centrum alle rechten, vastgesteld ten laste van derden, in de aangelegenheden die onder de bevoegdheden van het centrum vallen, goedkeuren ten belope van een maximumbedrag van 50.000 euro ongeacht of dat bedrag jaarlijks dan wel over meerdere jaren gespreid is.

De dotaties of de subsidies, ontvangen van het Waalse Gewest, evenals de andere ontvangsten worden automatisch goedgekeurd op datum van inning ervan door het centrum.

De gemachtigde licht de Minister onverwijld in over de beslissingen genomen krachtens lid 1.

Art. 17. De directeur-generaal krijgt delegatie om niet-ingezette roerende en onroerende goederen ten belope van 50.000 euro aan hun bestemming te onttrekken.

De directeur-generaal licht de Minister onverwijld in over de beslissingen genomen krachtens lid 1.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 18. Het besluit van 15 januari 2004 houdende sommige bepalingen ter uitvoering van het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van het Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juni 2008, wordt opgeheven.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking dezelfde dag als het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017 tot uitvoering van de hoofdstukken I en II van Titel XII van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de subsidies voor landbouwkundig onderzoek, innovatie en wetenschappelijk en technisch onderzoek met landbouwkundige finaliteit.

Art. 20. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204738]

13 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités de la composition, la procédure et le fonctionnement de la Chambre des litiges

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 49 remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014 et l'article 49bis, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, l'article 37, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 21 mai 2015;

Vu l'avis n° CD-17a18-CWaPE-1616 de la Commission wallonne pour l'énergie du 18 janvier 2017;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 61.265/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 2003/54/CE et la Directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la Directive 2003/55/CE.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° le décret électricité: le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ainsi que ses modifications successives;

2° la Chambre : la Chambre des litiges visée aux articles 49 et 49bis du décret électricité du 12 avril 2001.

CHAPITRE II. — Composition de la Chambre

Art. 3. § 1^{er}. La Chambre statue et délibère en étant composée du président de la CWaPE, du directeur de la direction technique, du directeur de la direction des services aux consommateurs et des services juridiques ainsi que, lorsque le différend concerne une ou plusieurs unités de production décentralisée d'électricité verte, du directeur de la direction de la promotion de l'électricité verte.

Le président de la CWaPE assure le rôle de président de la Chambre.

En cas d'absence, de congé ou d'empêchement d'un des directeurs visés à l'alinéa 1^{er}, celui-ci est remplacé par un autre membre du Comité de direction de la CWaPE en vue de délibérer et de statuer. En cas d'absence, de congé ou d'empêchement du président de la CWaPE, le rôle de président de la Chambre est assuré par le directeur présent disposant de la plus grande ancienneté.